

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal ses délibérations du 2 et 30 septembre 1982, par lesquelles celui-ci sollicitait l'inscription du C.E.S. 600 de LUDRES au Fonds Special des Grands Travaux.

Il donne lecture de la lettre en date du 6 Octobre 1982 De Mr le Préfet, Commissaire de la République de Meurthe et Moselle, par laquelle celui-ci indique que la nature des travaux envisagés ne rentre pas dans le cadre des opérations pouvant être financées par ce fonds.

Le Fonds Spécial, annoncé par le gouvernement en Juin 1982 devait permettre la mise en oeuvre de près de 11 milliards de travaux. En fait, quatre milliards seulement seront dégagés cette année et les espoirs que les collectivités locales avaient mis dans cette possibilité de financement se heurtent à l'affectation très limitative de ces crédits.

Le CONSEIL MUNICIPAL  
après en avoir délibéré :



- demande des éclaircissements sur la nature des travaux pouvant être financés par le fonds Special des Grands Travaux, alors que la réalisation du C.E.S. 600 de LUDRES semblait remplir les conditions d'urgence et de nécessité requises pour bénéficier de ce financement,
- souhaite que les subventions promises aux Communes leur soient également attribuées,
- rappelle une nouvelle fois l'urgence et la nécessité de la construction de ce CES 600 en raison de l'encombrement des CES du Sud de l'Agglomération, qui ne pourront assurer l'accueil de tous les élèves de LUDRES à la rentrée 1983.
- rappelle une nouvelle fois l'urgence et la nécessité de la construction de ce CES en raison de l'encombrement des CES du Sud de l'Agglomération, qui ne pourront assurer l'accueil de tous les élèves de LUDRES à la rentrée 1983.